

# TOULOUSE • Les salariés de l'usine Job gardent espoir d'un repreneur

■ Un plan social doit être présenté aux salariés aujourd'hui au terme de sept mois de lutte.

■ Les 168 salariés de l'entreprise Job-Scheufelen restent toutefois « optimistes » sur l'arrivée d'un repreneur.

**LE PLAN SOCIAL** présenté aujourd'hui aux salariés de l'entreprise Job-Scheufelen, en liquidation judiciaire, prévoit le licenciement de l'ensemble du personnel. Au terme de sept mois de résistance pour le maintien de l'activité de l'usine toulousaine spécialisée dans la production de bobines de papier couché, la marge de manœuvre des 168 salariés apparaît donc bien mince. Ces derniers jours, les syndicats ont multiplié les recours pour tenter d'obtenir les meilleures conditions de reclassement sans pour autant perdre l'espoir de l'arrivée d'un repreneur. Au centre des négociations : l'outil industriel, propriété de l'allemand Scheufelen. « Il sera plus facile de reprendre l'usine liquidée une fois le plan social mis en œuvre, espère Jean-Pierre Combediac, représentant de la Filpac-CGT. Il reste encore deux mois pour tenter de sauver l'activité. »

Le combat « des Job » prend une tournure plus politique. Le 16 février le Premier ministre Lionel Jospin, venu à Balma pour les munic-

pales, avait reçu une délégation de trois salariés de Job auxquels il avait promis de « s'occuper de ce dossier dès son retour à Paris ». Lundi dernier, Laurent Fabius, ministre de l'Économie et des Finances, venu soutenir François Simon, candidat socialiste à la mairie de Toulouse, a assuré que les pouvoirs publics étaient prêts à « faire le maximum sur le plan industriel » pour sauver l'usine. Hier après-midi, une délégation des salariés a de fait été reçue par Christian Pierret, secrétaire d'État à l'Industrie et par la ministre de l'Emploi, Elisabeth Guigou.

**Le combat reste entier.** Mais la mobilisation des pouvoirs publics sur le dossier Job apparaît bien tardive. Si tous les élus locaux ont assuré les salariés de leur soutien, François Simon reste l'un des rares à avoir participé aux nombreuses manifestations publiques des Job et tenté de sensibiliser le ministère de l'Industrie, sans succès jusqu'à

lundi. Aujourd'hui le combat des « Job » pour le sauvetage de leur outil de travail reste entier. Placée en redressement judiciaire le 7 juillet 2000 par le tribunal de commerce de Toulouse, l'entreprise, d'une capacité de production de 40.000 tonnes, a connu sept mois de rebondissements. Fin juillet, sur recours des salariés qui contestaient le passif de Job Scheufelen (36 millions de francs), la décision du tribunal de commerce était suspendue sur appel du procureur de la République. Dans l'intervalle, la maison mère Scheufelen avait stoppé l'approvisionnement en pâte à papier du site rendant impossible la poursuite de l'activité. En octobre, la cour d'appel a prononcé le redressement judiciaire. Mais en janvier, alors que celui-ci avait été prolongé jusqu'au 5 avril, Scheufelen a cessé le paiement des factures interrompant la production de l'usine dont la liquidation a été prononcée le 7 février.

SOPHIE SOULAIROL, À TOULOUSE

## Les candidats ne se bousculent pas

**M**ALGRÉ UNE CAPACITÉ de production de 40.000 tonnes de papier couché destiné au marché du luxe, et une marque de renommée mondiale, les candidats à la reprise du fabricant toulousain ne se bousculent pas. Les espoirs fondés sur l'arrivée du canadien Tembek à Saint-Gaudens (Haute-Garonne), qui a racheté à La Rochette l'usine Pyrenecell spécialisée dans la pâte à papier, sont bien minces. Tembek qui a confirmé à *La Tribune* avoir étudié le dossier Job ne possède pas de circuit de distribution en Europe. Des synergies commerciales envisagées avec Arjo Wiggins n'ont pas abouti. Pour la Filpac-CGT, il s'agit d'étudier la reprise de l'outil industriel dans le cadre d'une location-gérance « qui permettrait au repreneur de ne pas assumer le passif ». ■

## LES ECHOS

### Plan social en négociation chez Job Scheufelen

Le liquidateur a présenté, hier en comité d'entreprise, le projet de plan social de la papeterie toulousaine Job Scheufelen, mise en liquidation judiciaire le 7 février avec poursuite de l'activité pendant un mois (« Les Echos » du 8 février 2001). Les 162 salariés recevront dans les prochains jours leur lettre de licenciement. Ils percevront des assurances AGS un montant global de 35 millions de francs d'indemnités conventionnelles de licenciement. Les délégués Filpac-CGT demandent le financement par l'État d'un plan social de 25 millions de francs, avec des préretraites à 53 ans ou des congés de conversion. Mercredi, les représentants Filpac-CGT de Job ont été reçus au secrétariat d'État à l'Industrie et au ministère de l'Emploi pour évoquer le financement du plan social et d'éventuelles solutions de reprise.

**TOULOUSE / Finances gouvernementales pour Job.** Le gouvernement a accepté de verser une avance pour financer les congés-conversion des salariés du groupe papetier toulousain Job en cours de liquidation judiciaire. Cette décision a été annoncée dans l'après-midi à une délégation de salariés de Job et d'élus toulousains, lors d'une réunion à Paris avec des conseillers du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, du ministre de l'Économie et du secrétariat d'État à l'Industrie. « Le gouvernement a répondu favorablement à la quasi totalité des demandes » concernant un plan social, mais il a refusé de financer des départs en pré-retraite pour les personnes âgées de moins de 56 ans, a-t-on précisé. « Le gouvernement serait prêt à tout faire pour faciliter une reprise », a-t-on ajouté. Les salariés et l'administrateur-liquidateur de l'entreprise avaient rencontré lundi le ministre de l'Économie Laurent Fabius, en visite à Toulouse.